



Déclaration du groupe CGT au CNESER – séance du 24 novembre 2020

Madame la Ministre, Mesdames et Messieurs les membres du CNESER

Aujourd'hui nous sommes en grève !

Le groupe CGT au CNESER (professeur.es, maitres-ses de conférence, BIATTS, chercheur-es et ITA, personnels des EPIC et représentant-es de la confédération CGT) ne siègera pas au CNESER aujourd'hui.

Parce que nous sommes en grève. Parce que la situation est grave. Le processus législatif sur la LPR qui s'est achevé par l'adoption définitive par le Sénat ce 20 novembre, a aggravé votre projet de loi à un point tel que la colère et l'indignation se mêlent à notre refus de ce qui constitue la remise en cause de nos statuts, celle des financements pérennes à la hauteur des besoins, auxquelles s'ajoute maintenant, la remise en cause de la liberté de manifestation.

Dans la continuité des politiques qui ont assujéti l'ESR public aux seuls intérêts du capital depuis plus de deux décennies, la LPR privilégie le financement de la recherche sur projet, n'ouvre aucun poste supplémentaire de titulaire, aggrave la précarité et attaque les statuts et, cerise sur un gâteau empoisonné, la LPR supprime la qualification par le CNU et attaque les franchises universitaires en pénalisant la contestation dans les établissements de trois ans d'emprisonnement et 45.000€ d'amende.

Nous avons déjà expliqué à de nombreuses reprises, notamment ici même, lors d'une caricature de débats et de consultation, pourquoi nous étions fermement opposés à votre projet de loi. Organisations syndicales, sociétés savantes, instances scientifiques, Conseil national des universités, collectifs et groupes divers ont élevé leur voix refusant cette loi scélérate ; des parlementaires ont dénoncé « une loi de programmation budgétaire sans budget » ; le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a rejeté « un remède pire que le mal » ; tout cela a été balayé d'un trait. Non seulement, vous avez continué votre passage en force, mais vous avez, en plus, soutenu des amendements sortis d'un chapeau totalement réactionnaire ! Votre gouvernement, autoritaire, est totalement coupé de la population et ne cherche plus qu'à réprimer et museler toute forme de contestation. La situation sanitaire a bon dos pour interdire la manifestation parisienne prévue ce jour de Jussieu à Matignon

Pour la CGT, il y a urgence à provoquer un « choc d'investissement », pour rattraper le retard pris, et préparer notre pays au futur. Il aurait fallu, pour le budget 2021, atteindre le seuil des 1 % du PIB dans le secteur de la recherche publique afin de pouvoir les dépasser au cours des années suivantes et ainsi avoir les moyens de répondre aux défis qui se profilent (pour la santé par exemple - doit-on vous rappeler où en étaient les recherches sur les coronavirus avant la crise ?). Il aurait fallu une vraie politique de renforcement des financements de base des organismes et des laboratoires pour redonner aux établissements de recherche la marge de crédits leur permettant de développer une véritable politique scientifique.

On est décidément loin, bien loin du réarmement historique de la recherche si cher à la communication ministérielle ! Votre gouvernement choisit d'entériner la poursuite du décrochage de la recherche de notre pays. Il aurait fallu un effort budgétaire conséquent pour donner aux universités les moyens de développer un enseignement de qualité adossé à la recherche et démocratisé, et pour améliorer les conditions de travail et d'études.

La CGT exige le recrutement immédiat d'au moins 65.000 personnels titulaires, BIATSS, ITA, chercheur-es et enseignant-es-chercheur-es, la titularisation de tous les contractuel-les et précaires sur emploi pérenne, la mise à disposition d'urgence de locaux et la construction de bâtiments, et le retrait de la LPR.

La CGT appelle tous les collègues et les membres du CNESER à la grève, à participer aux AG, virtuelles, et aux rassemblements, en présentiel, organisés sur tout le territoire aujourd'hui.